

Numéro 1 - 7 janvier 2017

Nouvel An 2017

**Pour un Canada moderne qui reconnaît  
et défend les droits de tous!  
Tout en oeuvre pour bâtir le Nouveau!**

*- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), 1er janvier 2017 -*



**Nouvel An 2017**

- Pour un Canada moderne qui reconnaît et défend les droits de tous! Tout en oeuvre pour bâtir le Nouveau! - *Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), 1er janvier 2017*
- Faisons de 2017 une année de grand progrès pour le mouvement de la classe ouvrière - *Centre ouvrier du PCC(M-L), 1er janvier 2017*
- Le projet de bâtir le Bureau national à Ottawa en 2017

**58e anniversaire du triomphe de la Révolution cubaine**

- Les Cubains fermement unis autour de leur révolution
- 58 ans de révolution! Les idées et l'exemple de Fidel sont bien vivants!  
- *Isaac Saney, Réseau canadien pour Cuba*
- Une grande marche et un défilé militaire marquent le 60e anniversaire du débarquement de Granma
- Les Cubains célèbrent le 55e anniversaire de l'historique campagne d'alphabétisation
- Session plénière de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire
- Discours du président Raúl Castro à l'Assemblée nationale

## 213e anniversaire de la Révolution haïtienne

• Les Haïtiens poursuivent leur résistance héroïque

• Note aux lecteurs

### Nouvel An 2017

## Pour un Canada moderne qui reconnaît et défend les droits de tous!

## Tout en oeuvre pour bâtir le Nouveau!

- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), 1er janvier 2017 -

PDF



Inauguration de la nouvelle année au Centre ouvrier à Toronto le 31 décembre 2016

*« L'édification nationale au Canada ne peut signifier qu'une chose : que la classe ouvrière doit donner à la société une nouvelle constitution, un mécanisme politique moderne, un changement d'orientation de l'économie et l'indépendance. »*

*-- Hardial Bains, 1er janvier 1995*

À l'occasion du Nouvel An 2017, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses salutations révolutionnaires à tous ses membres, supporters et amis, aux travailleurs et à leurs familles d'un bout à l'autre du pays ainsi qu'aux partis frères et à ses amis partout dans le monde.

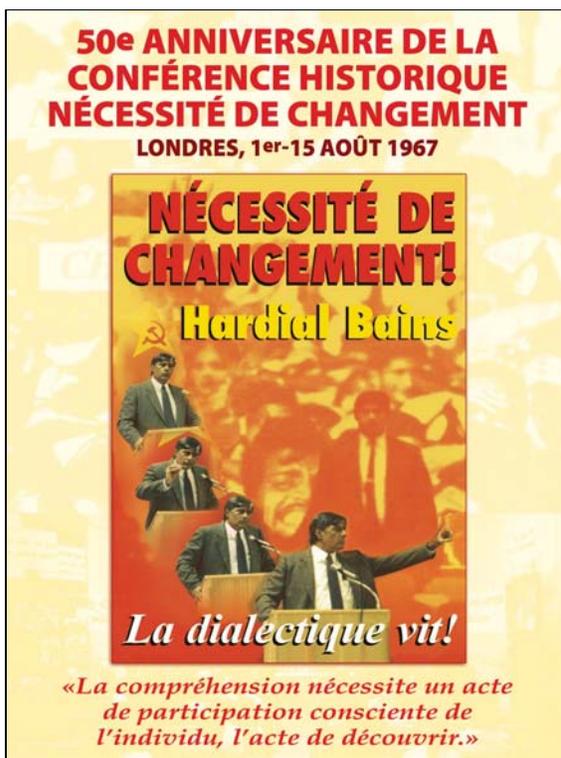
La célébration du Nouvel An est une occasion pour revoir les réalisations du mouvement ouvrier et communiste organisé et les défis auxquels il fait face. Au Canada, cela est d'autant plus important cette année puisque le gouvernement canadien se sert du 150e anniversaire de la Confédération pour dire combien chanceux nous sommes tous d'être canadiens et combien le monde est chanceux de nous avoir. C'est fait pour détourner l'attention des grands défis qui se posent pour l'humanité en ce début de nouvelle année. Les fanfaronnades du gouvernement servent à éclipser les enjeux fondamentaux comme la croissance de la pauvreté, de la faim et de la maladie, les dangers qui planent sur l'environnement naturel et l'environnement social à cause de la dépravation des cercles dominants et le danger de guerre mondiale. C'est surtout fait pour

éclipser le mouvement du peuple pour s'investir du pouvoir de prendre sa destinée en main et établir un gouvernement antiguerre à l'heure où l'impérialisme américain cherche à imposer son hégémonie au monde entier.

Dans cette situation, nous avons le devoir de défendre une définition moderne des droits et d'établir un gouvernement antiguerre en tant que gouvernement des lois, établi sur une base moderne en reconnaissant et en défendant les droits de tous et toutes. Ce sera également à cet égard une année pour faire de l'agitation en faveur du retrait du Canada de l'OTAN et du démantèlement de cette alliance militaire guerrière et pour s'opposer à toutes les aventures des impérialistes américains pour imposer leur domination sur le monde tandis que les autres grandes puissances agissent de connivence ou rivalisent entre elles pour elles aussi imposer leur domination.



Le PCC(M-L) rejette l'approche des cercles dominants au Canada qui sert à détourner l'attention du besoin de s'attaquer sérieusement aux différents aspects de l'édification nationale. Il participera activement à la commémoration du 150e anniversaire du Canada en partant du présent, en partant du besoin d'une constitution moderne, d'un mécanisme politique moderne et d'une nouvelle direction pour l'économie et en revenant sur le passé pour bâtir le nouveau et ouvrir la voie à un avenir radieux pour la jeunesse.



Le Parti examinera et apprendra également du centenaire de l'établissement du pouvoir ouvrier après la victoire de la Grande Révolution socialiste d'octobre de 1917. Comme pour l'histoire de la Confédération canadienne, le Parti entreprendra cette étude du point de vue des besoins du présent avec pour thème : la naissance du Nouveau. La première étape est d'établir un point de référence fermement ancré dans le présent pour ouvrir la voie au progrès de la société en donnant au mouvement ouvrier et communiste la capacité de s'orienter dans toutes les conditions et en toutes circonstances.

Le PCC(M-L) croit aussi important cette année de célébrer le 50e anniversaire de l'analyse Nécessité de changement adoptée en août 1967, sur la base de laquelle il a été fondé.

Aujourd'hui, la culture dans sa forme idéologique, sociale et matérielle demeure au centre de nos efforts pour établir les guides à l'action nécessaires pour bâtir le Nouveau. Le

Parti reverra également le travail qu'il s'est fixé durant la période de 1992 pour engager tout le monde dans le renouveau démocratique et fournir les guides pour que les travailleurs puissent eux-mêmes bâtir les institutions modernes sur la base d'une définition moderne des droits.

Ce travail a été consolidé en 1995 lorsque le Parti a lancé son Initiative historique, initiant un projet d'édification nationale, et il le sera à nouveau en préparation pour le Neuvième Congrès.

Comme en 1995, diverses forces politiques s'occupent à manoeuvrer pour se placer au pouvoir afin d'administrer l'État au profit des oligopoles. Le PCC(M-L) a lancé un plan d'action pour bâtir le parti communiste de masse et placer la classe ouvrière au pouvoir à la tête de l'édification nationale. Cette Initiative historique, lancée par Hardial Bains, le fondateur et dirigeant du Parti, le 1er janvier 1995, appelle à l'établissement d'une constitution moderne qui investit le peuple du pouvoir souverain et de mécanismes politiques démocratiques qui permettent au peuple de se gouverner. Elle appelle aussi à la réorganisation de l'économie sur une base rationnelle et consciente, à un changement de la direction de l'économie au service du bien-être du peuple.

L'attention première au rôle décisif de l'organisation du facteur humain/conscience sociale est un élément essentiel de la conception du monde et de l'activité du PCC(M-L) au quotidien.

Hardial Bains a expliqué au sujet de l'Initiative historique :

« Dans la lutte des peuples et des nations, l'une des choses les plus importantes et cruciales est de déterminer comment sont dépensées les énergies et les ressources. Sont-elles utilisées à des fins bien précises, ou sont-elles gaspillées ? Aujourd'hui dans le monde, généralement parlant, très peu de pays se sont fixé des objectifs, un but qui profiterait à la société, au bien-être du peuple. » C'est le but que le PCC(M-L) a entrepris d'établir, auquel toutes les ressources sont consacrées.

Au cours des 25 dernières années et plus, au Canada et aux États-Unis, les intérêts collectifs du peuple ont été sous le feu des attaques alors que l'État a été mis à la disposition des monopoles. La situation a dégénéré au point où maintenant les oligopoles et leurs représentants s'emparent directement de l'État pour privatiser toute propriété commune, les avoirs et les programmes sociaux, et imposer un gouvernement des pouvoirs de police.

### Le point de référence



En cette année d'anniversaires, la classe ouvrière doit donner un but à la société qui empêche la classe dominante de gaspiller les ressources naturelles et de sacrifier son indépendance et son bien-être. Il faut exiger que les ressources du pays soient utilisées dans l'intérêt collectif et pour avancer la cause de la classe ouvrière, de se constituer en nation pour mobiliser le peuple pour qu'il s'approprie ce qui lui appartient de droit, que les êtres humains s'approprient ce qui leur revient de droit en tant qu'êtres humains pour créer une société et un monde en leur faveur.

Le point de référence doit être les besoins de la société et le but de la classe ouvrière d'établir son propre projet d'édification nationale. Si l'on s'empêtre dans des tentatives de réfuter les mensonges constants et la désinformation des cercles dominants, on prive la classe ouvrière de son propre but et de son propre point de référence.

Avec la Confédération du Canada en 1867, la bourgeoisie a fait de son propre but, celui de défendre l'intérêt individuel et la propriété privée, le but de la nation et a même subordonné la nation à ce but. Les impérialistes britanniques ont fondé le Canada pour protéger leurs territoires en Amérique du Nord contre la révolution américaine. Ils l'ont fait en supprimant la nation naissante du Québec et en privant les nations autochtones de leur droit d'être, deux torts historiques qui demeurent à rectifier en enchâssant leur droit d'être et leur droit à l'autodétermination dans une constitution moderne.

Le document de fondation du Canada a également doté le Canada d'institutions qui enchâssent la prérogative royale -- le pouvoir décisionnel souverain entre les mains du souverain britannique. Aujourd'hui la prérogative royale est enchâssée dans les pouvoirs de police aux mains des représentants des oligopoles et oligarques.

Les droits ont été dès le départ définis sur la base de la stratégie britannique de diviser pour régner, telle qu'implantée par Lord Durham en 1839 pour instituer la suppression de la nation du Québec et donner au Canada un but qui favorisait les Britanniques, lequel fut ensuite remplacé par un but qui favorise les impérialistes américains et le soi-disant monde anglophone, dans leur quête de domination après la Deuxième Guerre mondiale.

Il est grand temps que la classe ouvrière constitue elle-même en la nation et se donne un projet d'édification nationale avec son propre but. Pour ce faire elle doit mobiliser les masses du peuple dans la réalisation de cet objectif également. La classe ouvrière ne peut pas canaliser toutes les ressources à sa disposition aujourd'hui sans avoir pour but de répondre aux intérêts collectifs de la société. L'édification nationale au Canada ne peut signifier qu'une chose : que la classe ouvrière doit doter la société d'une constitution moderne, d'un mécanisme politique moderne, d'un changement de direction de l'économie et de l'indépendance du pays.

Pour faire avancer la cause de l'édification nationale en 2017, le PCC(M-L) générera une discussion sur le sujet le plus largement possible parmi le peuple en utilisant tous les moyens à sa disposition. Le premier objectif est de s'assurer que cette discussion ait lieu à ses conditions, en utilisant ses propres points de référence, non pas en répondant aux diversions des cercles dominants. Il s'agit de s'appropriier le meilleur du présent et du passé. Cela veut dire qu'il faut un travail pour développer et enrichir la conception des droits et promouvoir celles qui favorisent la classe ouvrière et l'édification nationale.

Les marxistes-léninistes ont la responsabilité de trouver des solutions aux problèmes complexes du présent en s'appropriant les meilleures réalisations du passé. Seuls les communistes peuvent faire avancer la société sur la grande voie de la civilisation. Toute l'histoire depuis le début du XIXe siècle à aujourd'hui le prouve. Seuls les communistes peuvent mettre à contribution les théories, les conceptions et les émotions humaines nécessaires pour ouvrir la voie au progrès de la société aujourd'hui.

En ce Nouvel An 2017, le PCC(M-L) appelle la classe ouvrière et les larges masses du peuple à faire ressortir le meilleur de ce que l'humanité a produit à ce jour et à l'élever au niveau nécessaire pour réaliser les transformations en profondeur qui sont à l'ordre du jour. C'est un programme pour mettre la classe ouvrière au centre de tous les développements. Plus précisément, c'est un programme pour mettre le facteur humain/conscience sociale au centre de tous les développements. Si le facteur humain n'est pas au centre de l'édification nationale, toutes les révolutions scientifiques et technologiques, toute la grande efficacité et toutes les ressources

naturelles et sociales ne changeront rien à la situation.

Le facteur humain ne peut être élevé au niveau nécessaire pour réaliser ces transformations sans la conscience sociale, sans un débat et une discussion parmi les larges masses, sans un mouvement véritablement révolutionnaire avec un caractère de masse. Autrement dit, la lutte pour les droits doit comprendre la lutte pour la liberté d'expression non seulement comme un droit civil mais comme un droit humain sans lequel il n'est pas possible d'envisager une société humaine. Surtout, ce facteur humain est ce qui doit être opposé à toutes les tentatives des

impérialistes dominants et de leurs gouvernements des pouvoirs de police de nier le droit de conscience.



Le Canada et toute l'humanité amorcent une année difficile avec un nouveau président aux États-Unis qui prépare un nouveau gouvernement des pouvoirs de police et s'engage sur une voie pleine de danger pour le monde. Tout ce que colportent les cercles dominants est contrefait, est une fraude. Cela comprend les grands partis politiques, les porte-parole de l'oligarchie financière et les médias possédés et contrôlés par les monopoles, qui espèrent que la classe ouvrière ne sache plus s'orienter et prenne le parti de telle ou telle faction des cercles dominants impérialistes. Un vigoureux projet d'édification nationale de la classe ouvrière peut les en empêcher.

Le gouvernement des pouvoirs de police sert à déposséder le peuple de tout pouvoir et à criminaliser tous ceux qui luttent pour leurs droits et pour la justice. Comment faire face à cette situation est devenu une préoccupation importante d'un bout à l'autre du pays. Le PCC(M-L) interviendra dans la situation pour insuffler aux Canadiens le but de l'édification nationale qui ne peut signifier qu'une chose : « que la classe ouvrière doit donner à la société une nouvelle constitution, un mécanisme politique moderne, un changement d'orientation de l'économie et l'indépendance ».

*En 2017, mettons tout en oeuvre pour bâtir le Nouveau !  
Pour un Canada moderne qui reconnaît et défend les droits de tous !  
En avant pour bâtir le Nouveau !*



---

## **Faisons de 2017 une année de grand progrès pour le mouvement de la classe ouvrière**

**- Centre ouvrier du PCC(M-L), 1er janvier 2017 -**

**PDF**

Alors que les travailleurs partout au pays réfléchissent à la situation à laquelle eux et leurs familles font face à l'occasion de la nouvelle année, pour beaucoup d'entre eux il ne fait plus beaucoup de doute que c'est à eux que revient la tâche de tracer une voie vers l'avant pour le Canada. *Nous sommes nos propres sauveurs !* devient le cri de ralliement des actions avec analyse à la défense des droits et pour le renouveau démocratique, une nouvelle direction pour l'économie et contre le danger de guerre.



Les défis paraissent redoutables mais pour les travailleurs il n'y a pas de vie sans s'attaquer aux problèmes posés dans la production et la lutte de classe. Quand ils se rendent compte qu'ils doivent s'appuyer sur eux-mêmes, la tâche première devient évidente, soit de bâtir leurs propres institutions, leur leadership et leur pensée.

Les métallos, les travailleurs de l'énergie et des mines, les travailleurs municipaux et les autres travailleurs de la fonction publique, des postes, de la construction et du secteur manufacturier, les enseignants et tous ceux et celles qui travaillent ne doutent pas de leur capacité à diriger leurs secteurs respectifs et à contribuer à guider l'économie dans une nouvelle direction, dans le contexte d'un projet d'édification nationale moderne. Ils voient que ceux qui possèdent et contrôlent la richesse sociale et l'État, les oligarques dominants et leurs représentants politiques, qu'ils s'identifient à la droite impérialiste ou à la gauche impérialiste, sont un obstacle au progrès du Canada dans une nouvelle direction et à sa capacité de contribuer la même chose à l'étranger.

Les oligarques mettent leurs intérêts privés étroits avant toute responsabilité sociale envers le bien-être du peuple et de la société. Les institutions créées par le gouvernement des lois ne fonctionnent plus et au lieu de se renouveler pour mener à conclusion la bataille pour la démocratie, elles font place à un gouvernement des pouvoirs de police et voient les efforts du peuple pour affirmer ses droits et son bien-être comme des choses à éliminer, comme des entraves à leur enrichissement à partir de la valeur que les travailleurs produisent. Les oligarques voient le renouveau de la démocratie pour investir le peuple du pouvoir souverain comme une menace à leur pouvoir. Ils se servent de la richesse sociale et de la propriété sociale qu'ils contrôlent et du pouvoir de l'État pour priver la classe ouvrière de son droit de résoudre les problèmes du pays sur tous les fronts. Cela est particulièrement évident dans leur refus de moderniser les rapports dans les endroits de travail, de les faire correspondre au caractère socialisé de la grande production de biens et services et à la nécessité de travailler ensemble, en coopération, pour le plus grand bien de la société.

Le cas de Stelco saute aux yeux comme un exemple d'obstructionnisme des oligarques et de leur négation du fait que l'économie a besoin d'une nouvelle direction. La seule raison pour laquelle les oligarques ont placé les aciéries Stelco sous la protection de faillite organisée par l'État était d'attaquer les droits des métallos, des employés à salaire et des communautés vivant de l'industrie de l'acier. La raison d'être du processus de faillite organisé par l'État est de priver les métallos de ce qui leur appartient de droit : leurs



salaires, avantages sociaux et pensions, et de se soustraire à toute responsabilité envers la société et envers l'environnement naturel et social.

Le processus de faillite n'aborde même pas la nécessité d'une nouvelle direction pour le secteur de l'acier ; il ne fait que changer un groupe d'oligarques par un autre, redistribuer la richesse sociale entre les plus puissants et voler la classe ouvrière. Il foule aux pieds les droits des travailleurs canadiens, leur économie, leurs communautés et leur société. Les aciéries Stelco ne sont pas en faillite ; les oligarques, leur pouvoir et leur État sont en faillite. Il est temps de donner à ce secteur une nouvelle direction.

Les travailleurs canadiens en viennent à la conclusion que pour corriger la situation, ils doivent priver les oligarques dominants de leur pouvoir de priver les Canadiens de leur droit de décider et de contrôler leurs affaires, que ce soit au travail ou dans la société en général. Cela comprend d'abord et avant tout le droit de changer les rapports de production pour qu'ils correspondent au caractère socialisé de l'économie. Ceux qui produisent les biens et services doivent contrôler leurs secteurs et avoir le pouvoir de décider.

Un changement de cette envergure dans les rapports de production passe par le renouvellement de la démocratie de manière à investir le peuple du pouvoir. Il faut une constitution moderne et des formes de gouvernance moderne pour que les travailleurs puissent exercer un contrôle sur leur économie et leur société, pour ne pas être privés de la valeur qu'ils produisent et du pouvoir de l'utiliser pour bâtir une économie qui suffit à ses besoins et qui se développe dans tous ses secteurs, dotée d'un but moderne, celui de garantir le bien-être et les droits du peuple et d'humaniser l'environnement social et naturel.

### **Comment la classe ouvrière défend ses droits et amène une nouvelle direction est clé**

La question se pose comme suit : comment allons-nous débloquent la situation ? Comment le front des travailleurs va-t-il priver les oligarques et leurs représentants politiques qui se prennent à la gorge, qu'ils soient de la droite ou de la gauche, de leur pouvoir de bloquer tout progrès pour la classe ouvrière et pour la société ? La réponse est on ne peut plus claire : bâtir nos propres institutions et défendre nos droits par des actions avec analyse organisées. Pour nous diriger nous-mêmes, nous avons besoin de nos propres quartiers généraux qui se consacrent à l'émancipation de la classe ouvrière et dont les paroles se révèlent dans les actes et non dans des énoncés de principe.

Bâtir les quartiers généraux, bâtir le parti politique de la classe ouvrière dans tous les endroits de travail, dans les lieux d'enseignement et partout où le peuple défend ses droits est intimement lié aux actions avec analyse organisées visant à défendre les droits de tous, pour le renouveau démocratique et pour un gouvernement antiguerre. L'un ne peut exister sans l'autre.

Le fondateur du PCC(M-L), Hardial Bains, a enseigné à la classe ouvrière, par sa thèse sur les quatre niveaux de travail, que la consolidation interne se développe en parfaite harmonie avec la force externe. Des actes de participation consciente pour bâtir les quartiers généraux et les institutions de la classe ouvrière et défendre les droits de tous par des actions avec analyse vient la compréhension, les grands bonds de la pensée et de la théorie qui sont nécessaires pour diriger tout mouvement d'envergure pour le changement et pour le défendre contre les attaques des oligarques et de leurs représentants politiques, autant de la droite fasciste que de la gauche libérale impérialiste.

Cette réalisation s'impose : les travailleurs ne peuvent ignorer leur devoir envers eux-mêmes, envers leur classe et envers la société. Ils doivent bâtir les quartiers généraux du Parti et les organisations de base partout où ils sont actifs à la défense de leurs droits et pour le renouveau

démocratique. Sans ces efforts de la part des travailleurs pour bâtir leurs quartiers généraux, leurs groupes de journalistes et de disséminateurs et leurs organisations de base du Parti dans leurs propres rangs, leur lutte à la défense des droits et pour le renouveau démocratique est vouée à l'échec. Aussi, si les quartiers généraux du Parti sont isolés des actions avec analyse nécessaires à la bataille à la défense des droits de tous et pour l'avenir du mouvement pour le renouveau démocratique, ils tomberont inévitablement. La lutte consiste à faire avancer la société et elle est un tout unifié de consolidation interne et de force externe, comme nous l'a enseigné Hardial Bains.

Avec la prise de contrôle directe des institutions politiques par les oligopoles, les guerres prédatrices pour le changement de régime contre les pays plus faibles dans le but de voler leurs ressources, exploiter la classe ouvrière et contrôler leurs régions et les préparatifs pour des guerres entre les grandes puissances qui rivalisent entre elles deviennent un danger important pour l'humanité. La classe ouvrière a la responsabilité sociale de faire du Canada une zone pour la paix en établissant un gouvernement antiguerre. Seule la classe ouvrière peut réaliser cet objectif cher à tous.

Dans le cadre de la lutte à la défense des droits de tous, pour le renouveau démocratique, pour un gouvernement antiguerre et pour des relations de nation à nation avec les peuples autochtones, la classe ouvrière doit avoir ses propres institutions, son journalisme et ses médias indépendants. Les Canadiens ont besoin des médias de la classe ouvrière pour combattre la désinformation que répandent les médias de masse des oligarques. La technologie doit être mise au service de la classe ouvrière dans le but d'interpeller tout le monde sur une base quotidienne. Cela peut se faire !



La perspective et la voix de la classe ouvrière qui présente ses propres activités à la défense des droits et pour le renouveau démocratique ainsi qu'une analyse des événements sont nécessaires pour combattre le gouvernement des pouvoirs de police et ses tentatives de désinformer le corps politique et de veiller à ce qu'aucun mouvement politique n'existe qui puisse servir ses propres objectifs. La perspective indépendante de l'opposition ouvrière est en mesure d'offrir aux Canadiens une tranquillité d'esprit et une stabilité leur permettant de s'orienter en toute situation. Avec leurs propres prises de position indépendantes en opposition aux oligarques dominants, les travailleurs peuvent faire progresser leur lutte et leur politique pratique à la défense de leurs droits et pour le renouveau démocratique face aux provocations et à la criminalisation de la conscience par le gouvernement des pouvoirs de police.

Les travailleurs excellent à produire la valeur. Avec la même expertise, bâtissons le nouveau pour nous, pour la société et pour l'avenir de l'humanité. Faisons de 2017 une année de grands développements dans l'édification des institutions et des médias de la classe ouvrière et des mouvements de masse à la défense des droits de tous et pour le renouveau démocratique !

***Mettons tout en oeuvre pour transformer le succès historique en  
victoire historique en 2017 !***

***Pour un Canada moderne qui défend les droits de tous !***

***Mettons tout en oeuvre pour bâtir le nouveau !***



# Le projet de bâtir le Bureau national à Ottawa en 2017

Tout ce que fait le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), il le fait en s'appuyant sur les camarades, les travailleurs et les jeunes qui reconnaissent le besoin du travail entrepris. Ceux-ci discutent et élaborent le projet, et par le travail et d'autres moyens ils en assurent le succès. Il en est ainsi avec le projet de bâtir le Bureau national à Ottawa.

Le Parti se prépare à son Neuvième Congrès. Le projet d'ouvrir le Bureau national du Parti dans la capitale au début de l'année du 150e anniversaire du Canada fait partie de la mise en oeuvre des résolutions du Huitième Congrès. Le Bureau sera administré sur une base professionnelle par la dirigeante nationale conjointement avec les Jeunes pour le renouveau démocratique et la Branche d'Ottawa-Hull du PCC(M-L).

Le Bureau national va être le fer de lance du travail pour le renouveau politique et pour une constitution moderne. Il chapeautera les campagnes d'adhésion et les communications avec les membres et avec le public. Il publiera *Le Renouveau* et émettra des communiqués du PMLC sur les développements à l'échelle nationale et internationale. Il facilitera également la recherche et l'éducation, notamment avec des séminaires en ligne, et renforcera l'activité médiatique audiovisuelle du Parti, en plus d'autres responsabilités qui lui seront assignées. Le Bureau national comme tel ainsi que les équipements requis pour accomplir ses tâches, comme les ordinateurs, les logiciels et les fournitures de bureau, les dépenses courantes et le travail à contrat, tout cela nécessite un financement. Comme toujours dans les projets du Parti, les dépenses doivent être assumées par une collecte de fonds.



En 2016, le Parti a travaillé à la mise au point d'un plan quinquennal pour le Bureau national. Un endroit convenable a été trouvé près du centre-ville et des mesures ont été prises pour établir l'organisation qui en assumera la responsabilité. Pour réaliser ce plan quinquennal, le Parti a besoin que 100 personnes acceptent de verser 400 \$ par année en dons additionnels. Une fois ce financement mis en place, le Parti entreprendra d'ouvrir le bureau avec une inauguration officielle à l'occasion du 47e anniversaire du PCC(M-L) le 31 mars 2017.

Les travailleurs et les jeunes s'intéressent de plus en plus à comprendre la conjoncture historique actuelle et à identifier la théorie et les actions requises pour changer la situation en leur faveur. Il y a donc urgence à renforcer la capacité du Parti à répondre à ce besoin, à engager les travailleurs et les jeunes dans le travail du Parti et à rehausser sa présence nationale, en plus d'élargir la base technique du Parti.

Le vent anticommuniste et belliciste réactionnaire qui souffle sur le monde est foncièrement antiouvrier, raciste et misogyne et il est contraire aux intérêts des jeunes et des générations plus âgées. C'est un assaut pour bloquer tout renouveau de la société qui pourrait ouvrir la voie au progrès par la défense des droits de tous et toutes et par l'affirmation de la souveraineté nationale, y compris le droit du Québec à l'autodétermination et les droits ancestraux des peuples autochtones.

La réponse à cet assaut réactionnaire est de renforcer les institutions requises pour un Canada moderne qui défend les droits de tous et toutes et pour Bâtir le Nouveau, notre thème en cette

année importante. Alors joignez-vous à nous pour faire du projet de bâtir le Bureau national à Ottawa un grand succès !

*Pour un Canada moderne qui défend les droits de tous et toutes !  
En avant pour bâtir le nouveau !*



Pour plus d'information écrire à [bureau@cpml.ca](mailto:bureau@cpml.ca). Pour faire une contribution financière, faire chèque ou mandat à l'ordre du PMLC et l'envoyer à : CP 666, succursale « C », Montréal, Québec, H2L 4L5. Veuillez écrire votre nom et votre adresse au complet dans le cas d'une contribution de plus de 20 \$ comme l'exige la loi électorale. Le PMLC émettra un reçu aux fins d'impôt car cette contribution est déductible. Le montant maximum qu'une personne peut verser en contribution à un parti politique enregistré selon la loi en 2017 est de 1 550 \$.



---

**58e anniversaire du triomphe de la Révolution cubaine**

## **Les Cubains fermement unis autour de leur révolution**



Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) se joint au peuple cubain et aux peuples de tous les pays dans la célébration du 58e anniversaire du triomphe de la Révolution cubaine. Le

peuple cubain entame vaincu cette nouvelle année de son projet d'édification nationale socialiste et se tient fermement du côté de sa révolution.

À l'occasion de cet important anniversaire, le PCC(M-L) envoie ses salutations révolutionnaires militantes au camarade Raúl Castro, qui dirige Cuba vers l'atteinte des objectifs qu'elle s'est fixés en défendant les principes qui ont permis de poursuivre et de défendre la Révolution dans des situations complexes et difficiles, ainsi qu'au peuple cubain qui a fait sienne la Révolution et qui, par ses réalisations remarquables, a montré aux peuples du monde le sens du mot dignité. Le PCC(M-L) réitère également au gouvernement et au peuple cubains ses sincères condoléances à l'occasion du décès du camarade Fidel Castro, le leader légendaire historique de la Révolution, et exprime sa confiance totale dans le peuple cubain qui, avec son cri de ralliement : « Nous sommes Fidel ! », est armé de son exemple pour relever tous les défis et surmonter tous les obstacles.



Cuba entame la 59e année de sa Révolution, la première sans son chef historique, avec des défis importants à relever pour renouveler et consolider son économie socialiste. La session plénière de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, convoquée à la fin de 2016, a souligné la nécessité pour tous les travailleurs et l'ensemble des Cubains de faire preuve de discipline pour assurer une utilisation efficace des ressources, en particulier des ressources énergétiques, à mesure que l'économie reprend sa croissance et qu'on porte une attention au développement des secteurs clés. Sur le plan international, l'effondrement des prix des matières premières ainsi que le blocus économique, financier et commercial brutal et impitoyable des impérialistes américains continuent de nuire au progrès économique de Cuba.

Le 17 décembre dernier était le deuxième anniversaire de la libération des Cinq Cubains des prisons américaines et du rétablissement des relations diplomatiques avec les États-Unis. Cette victoire, et beaucoup d'autres, ont été réalisées grâce à la fidélité aux principes, avant tout la détermination du peuple cubain à défendre sa souveraineté et son indépendance, face aux tentatives des impérialistes américains de l'affamer pendant des décennies, d'écraser ses efforts pour créer une société centrée sur l'être humain et vaincre la Révolution. C'est cette détermination révolutionnaire qui permettra au peuple cubain de prévaloir, peu importe ce que fera la nouvelle administration américaine qui prend le pouvoir le 20 janvier.

Le PCC (M-L) croit que maintenant plus que jamais, les Canadiens doivent tout mettre en oeuvre pour exiger la fin du blocus par les États-Unis et le retour à Cuba du territoire occupé à la baie de Guantanamo. Il est maintenant temps d'insister pour que le Canada maintienne une politique de non-ingérence dans les affaires intérieures de Cuba et approfondisse l'amitié indéfectible entre les peuples cubain et canadien.

***Vive Cuba révolutionnaire !***



# 58 ans de révolution! Les idées et l'exemple de Fidel sont bien vivants!

- Isaac Saney, Réseau canadien pour Cuba -

## Toronto

### Célébration du 58e anniversaire de la Révolution cubaine

Samedi 7 janvier - 17 h

**Casa Maiz, 1280, avenue Finch O, Unité 204, North York**

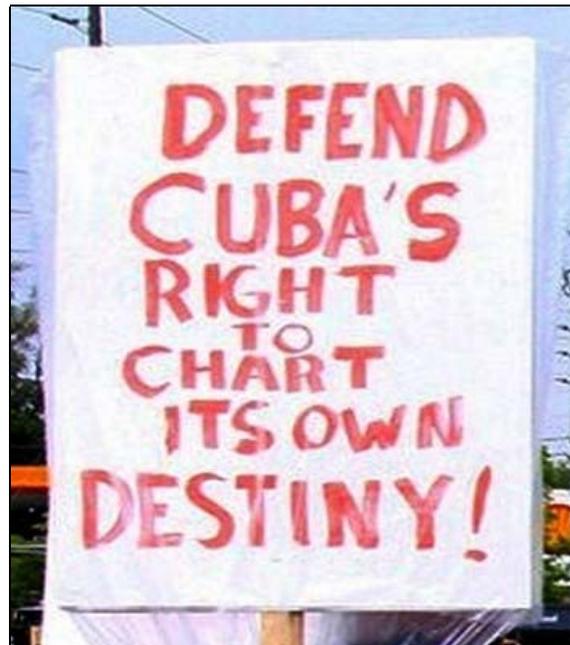
*Organisée par l'Association d'amitié Canada-Cuba, le Latin American and Caribbean Solidarity Network, l'Association Juan Gualberto Gomez et Friends of Cuba Against the U.S. Blockade*

À l'occasion du 58e anniversaire du triomphe de la Révolution cubaine, le Réseau canadien pour Cuba, au nom du mouvement d'amitié et de solidarité Canada-Cuba, transmet ses salutations les plus chaleureuses et les plus sincères au peuple cubain, au gouvernement cubain et à la direction révolutionnaire de Cuba. Cet anniversaire est d'autant plus poignant et doux-amer qu'il est célébré pour la première fois sans la présence physique du compañero Fidel, le leader historique et fondateur de la Révolution cubaine. Le président Raúl Castro a rappelé que si Fidel nous a laissé, il « s'en est allé invaincu ».

L'exemple de Fidel et sa fidélité aux principes continuent d'inspirer le peuple cubain, qui poursuit sur la voie de l'indépendance, de l'autodétermination et de la dignité humaine. Le 1er janvier 1959, le peuple de Cuba mené par Fidel Castro a résolument pris le contrôle de sa destinée. Les années écoulées depuis sont riches en illustrations de ce qu'on peut accomplir quand un pays conquiert et défend son indépendance et exerce son droit à l'autodétermination. Malgré tous les efforts de l'empire pour forcer Cuba à se soumettre, la ténacité et la détermination du peuple à défendre l'indépendance et la dignité de sa patrie, qui sont la base de sa propre liberté et dignité, ont triomphé à chaque fois.

Aujourd'hui, le peuple cubain continue de renouveler sa Révolution, la preuve vivante qu'il est possible de bâtir une société fondée sur des rapports sociaux de solidarité véritable et d'amour social. Nous sommes convaincus qu'il continuera de triompher et de surmonter tous les défis et toutes les difficultés sur son chemin.

Pendant que le peuple cubain marche de l'avant avec confiance, le Réseau canadien pour Cuba réaffirme son engagement à renforcer et à approfondir les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples du Canada et de Cuba, en faisant tout en son pouvoir pour vaincre le blocus économique de Cuba par les États-Unis, pour mettre fin à la campagne de subversion de Washington et pour obtenir le retour à Cuba du territoire occupé illégalement par la base navale américaine à la baie de Guantanamo.



(31 décembre 2016)



## Une grande marche et un défilé militaire marquent le 60e anniversaire du débarquement de Granma



Le 2 janvier, la Place de la Révolution José Martí de La Havane fourmillait de gens à l'occasion de la revue militaire et de la marche du peuple pour commémorer le 60e anniversaire du soulèvement héroïque à Santiago de Cuba et le débarquement de l'expédition du *Granma*. L'anniversaire tombe le 2 décembre et est marqué comme la Journée des Forces armées révolutionnaires, mais les cérémonies ont été retardées jusqu'au 2 janvier suite au décès du dirigeant de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, le 25 novembre. Cette année, la marche du peuple s'est tenue en l'honneur de Fidel et de la jeunesse cubaine. Sur une immense bannière en arrière-plan on pouvait lire le slogan *Somos el pueblo* - « Nous sommes le peuple »- tandis que les jeunes arboraient le slogan *Somos Fidel* - « Nous sommes Fidel ».

La marche, qui s'est mise en branle tôt le matin, a débuté par une salve de 21 coups de canon et l'interprétation de l'hymne national. À la tête de la parade, il y avait une unité de 128 cavaliers représentant les mambises, les combattants de la guérilla dans les guerres d'indépendance de Cuba contre le colonialisme espagnol, suivis de soldats représentant la milice qui a combattu héroïquement à Playa Giron en 1961 lorsque l'impérialisme a subi sa première défaite dans les Amériques et que Cuba a remporté une grande victoire.

Venaient ensuite 90 étudiants de l'université des Sciences pédagogiques Enrique Jose Varona, vêtus d'uniformes et portant les lanternes des centaines de Cubains qui ont pris part à la campagne historique d'alphabétisation de 1961 dont on a célébré le 55e anniversaire le 22

décembre.



Ils étaient suivis d'une réplique du yacht *Granma*, sur lequel 82 membres du Mouvement révolutionnaire du 26 juillet - dont Fidel, Raoul, Che Guevara et Camilo Cienfuegos - se sont rendus à Cuba à partir du Mexique pour débarquer le 2 décembre 1956 dans la province qui porte désormais le nom de Granma. L'embarcation semblait voguer sur une mer de 3000 étudiants pionniers.

Un autre groupe représentait les combattants internationalistes de Cuba et leur participation aux luttes d'indépendance des peuples d'Afrique. Les membres de la compagnie de théâtre d'enfants, La Colmenita, fermaient cette première section de la parade.

La revue des Forces armées qui a suivi était composée de représentants des trois armées des Forces armées révolutionnaires — de l'est, du centre et de l'ouest — ainsi que de leurs commandements respectifs défilant en rangs serrés.

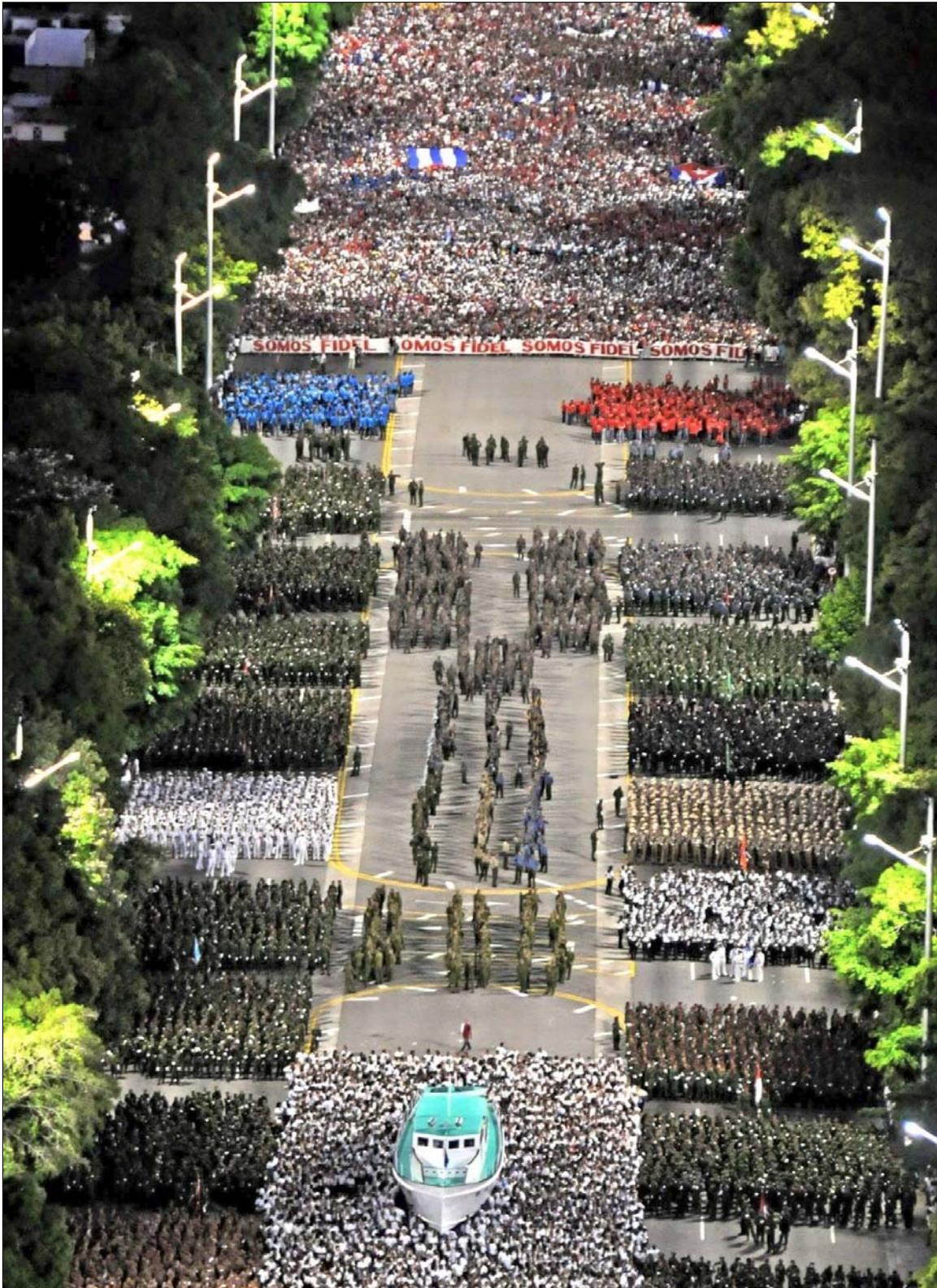
À la fin de la marche se trouvaient les membres des Brigades de production et de la Défense, composées de travailleurs de divers secteurs et d'étudiants de la milice universitaire, suivis de jeunes, de femmes, d'hommes et d'enfants qui ont rempli la Place de la Révolution, unis et engagés envers la Révolution et son Commandant-en-chef.

La parade militaire a été revue avec fierté révolutionnaire par Raoul Castro Ruz, le premier secrétaire du Parti communiste de Cuba et président des Conseils d'État et des ministres, les vétérans révolutionnaires, les membres de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire et des Conseils d'État et des ministres, Susely Morfa Gonzalez, première secrétaire de l'Union de la Jeunesse communiste, et Jennifer Bello, présidente de la Fédération des étudiants d'université qui dans son allocution a réitéré la déclaration de Fidel à l'effet que « le peuple cubain triomphera ».











(Granma ; Photos : Granma, CubaDebate)



---

## Les Cubains célèbrent le 55e anniversaire de l'historique campagne d'alphabétisation



Le 22 décembre était la Journée annuelle de l'éducateur à Cuba et cette année les célébrations marquaient le 55e anniversaire de la libération de Cuba de l'analphabétisme. Sur la Place de la

Révolution le 22 décembre 1961, six mois après la défaite de la tentative d'invasion de la baie de Cochons parrainée par la CIA, le camarade Fidel Castro proclamait que Cuba avait gagné cette bataille également. Un an plus tôt, il déclarait dans un discours à l'Assemblée générale de l'ONU que Cuba serait bientôt le seul pays des Amériques à être pleinement alphabétisé.

La Cité scolaire Ciudad Libertad, ancienne caserne militaire transformée en école au triomphe de la Révolution, a accueilli la cérémonie nationale présidée par Miguel Diaz-Canel Bermudez, membre du Bureau politique du Parti et premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres. Un hommage spécial a été rendu à Fidel, précurseur et promoteur de cette initiative, qui « traça la stratégie de cette campagne basée sur les principes de l'unité nationale, la massivité de la culture et la confiance infinie dans la jeunesse cubaine », comme l'a déclaré l'institutrice Zoila Benitez de Mendoza, qui prit une part active à ces journées mémorables.

José René Fuentes Cintado, qui a appris à lire et à écrire durant cette campagne, a dit : « Il n'y a rien de plus aliénant que de ne pas savoir ce qui se passe autour de soi, de ne pas connaître les raisons pour chaque chose. Nous sommes nés d'une mère appelée alphabétisation en 1961, elle-même le produit d'un autre événement encore plus merveilleux, la Révolution cubaine glorieuse et invaincue. »



**Les travailleurs de l'alphabétisation célèbrent l'achèvement de la campagne pour éliminer l'analphabétisme le 21 décembre 1961.**

Dans un article paru dans *Granma* le 27 décembre, Yenia Silva Correa écrit :

« Qu'est-ce que cela signifiait pour un petit pays comme Cuba que d'éliminer l'analphabétisme en un an, avec une campagne massive et populaire ? Qu'est-ce que cela a changé à la vie des personnes analphabètes que d'apprendre à lire et à écrire ? Quel serait le sort du Cuba aujourd'hui si cet effort n'avait pas été fait ?

« Il ne fait pas de doute qu'il n'aurait pas été possible d'entreprendre un effort aussi ambitieux sans la Révolution naissante. En plus d'apprendre aux gens à lire et à écrire, la campagne a servi à

redonner ses lettres de noblesse au métier d'éducateur et a transformé le fondement de la vie nationale en garantissant l'accès à l'éducation pour tous. [...]

« L'alphabétisation universelle a été vue comme une tâche cruciale pour le pays, parmi celles énoncées dans le programme de Moncada, et une fois la Révolution victorieuse le 1er janvier 1959, l'idée de Fidel a été mise en application. L'année scolaire 1961 s'est terminée au début d'avril pour permettre aux étudiants de participer à la campagne.

« Les éducateurs bénévoles de la brigade Conrado Benitez, nommée ainsi en hommage au jeune homme tué par des contre-révolutionnaires, et du contingent « La patrie ou la mort » ont pris leurs manuels et leurs lampes au kérosène et ont sillonné le pays. Plus de 250 000 personnes ont participé à la campagne, des jeunes pour la plupart, sans compter ceux qui ont formé les éducateurs de l'alphabétisation.

« Dix autres jeunes éducateurs ont donné leur vie durant le noble effort, tués par les adversaires de la Révolution, dont le plus connu est Manuel Ascunce Domenech.

« Cuba a partagé avec le Venezuela, la Bolivie, le Nicaragua et les peuples d'autres latitudes la valeur de l'alphabétisation et a offert la collaboration de ses experts.

« Pour les plus de 700 000 Cubains qui ont appris à lire et à écrire, surtout ceux d'un âge adulte avancé, l'alphabétisation a été une occasion de prendre le contrôle de leur vie. [...]

« Comme dans tous les processus révolutionnaires, les jeunes n'ont pas hésité à prendre les devants en 1961, une année importante dans l'histoire de Cuba non seulement à cause de la campagne d'alphabétisation mais aussi à cause de la victoire à la Playa Girón, la première défaite militaire de l'impérialisme en Amérique latine. [...]

« Il est impossible de séparer la campagne d'alphabétisation de la personne de Fidel, puisque c'est lui qui l'a conçue, organisée et dirigée, ouvrant ainsi des possibilités pour les jeunes de l'époque et ne leur demandant qu'une chose en échange : qu'ils étudient.

« Dans son discours inoubliable du 22 décembre 1961 sur la Place de la Révolution à La Havane, Fidel a déclaré : 'Les jeunes ont le monde et l'avenir entre leurs mains', et ce sont ces jeunes gens, qui risquaient leur vie, qui sont devenus éducateurs.

« La campagne d'alphabétisation a changé des vies et des esprits et a établi les principes qui allaient guider l'éducation cubaine durant toutes ces années, tout en offrant l'expérience qui allait mener à la méthode d'alphabétisation 'Oui je le peux' utilisée par des millions de personnes dans le monde.

« C'est aussi grâce à la campagne d'alphabétisation que s'est créé le capital humain nécessaire pour rendre possibles les réalisations de la Révolution et que les citoyens de Cuba jouissent aujourd'hui d'un haut niveau d'éducation.

« La génération responsable de la campagne pour éliminer l'analphabétisme peut être fière d'avoir



écrit un des chapitres les plus altruistes de l'histoire de Cuba. »

(Photos : Granma, L. Noval)



---

## Session plénière de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire



L'Assemblée nationale du Pouvoir populaire de Cuba a tenu une session plénière qui a débuté le 26 décembre. On y a présenté pour discussion et pour approbation le rapport des résultats économiques du pays en 2016 et du projet de loi touchant au plan économique et au budget d'État pour l'année qui vient. Plus de 550 membres de l'Assemblée ont pris part à la session présidée par le général de l'Armée, Raoul Castro Ruz, qui a aussi présenté le rapport principal. Neuf nouveaux députés, dont Susely Morfa Gonzalez, première secrétaire de l'Union de la jeunesse communiste de Cuba (UJC), sont officiellement entrés en fonction lors de la session d'ouverture le 26 décembre.

La session a débuté par un hommage au plus fidèle défenseur du pouvoir du peuple, le commandant en chef Fidel Castro. Le président de l'Assemblée nationale et député de Santiago de Cuba depuis la fondation de l'Assemblée nationale en 1976, Esteban Lazo Hernandez, a dit aux députés que l'hommage à Fidel est l'occasion pour tous de réfléchir à ce que le concept de la Révolution signifie pour eux. « Méditons sur chacune des réflexions fondamentales de Fidel qui nous interpellent au quotidien, avec l'objectif ferme et durable de faire en sorte qu'elles soient mises en application », a dit Lazo.

Les députés ont aussi approuvé un projet de loi qui interdit l'utilisation du nom ou de l'effigie de Fidel « pour baptiser des institutions, places, parcs, avenues, rues ou autres sites publics, ainsi que pour tout type de décoration, reconnaissance ou titre honorifique », ou à des fins commerciales ou de réclame ou pour « ériger des monuments, bustes, statues, monnaies commémoratives ou autres formes similaires d'hommage » afin de se conformer aux dernières volontés de Fidel. Cette loi n'empêchera en rien l'édification d'une future institution consacrée à l'étude du rôle indispensable de Fidel dans le développement de la nation cubaine. Aussi, la loi ne limitera pas l'utilisation du nom ou de l'image de Fidel à des fins artistiques ou littéraires.

## **L'accent est mis sur l'économie et sur la garantie du bien-être du peuple**

La députée Lina Pedraza Rodriguez, ministre des Finances et des Prix, a présenté le rapport sur le projet de loi sur le Budget de l'État de 2017. Les législateurs ont axé leur discussion sur l'utilisation efficace des ressources énergétiques et sur le développement de l'énergie renouvelable. Le député Alfredo Lopez Valdes a expliqué qu'environ une dizaine de parcs éoliens sont en projet d'exécution jusqu'à la fin 2030, qui s'ajouteront à ceux existant dans le pays, et qu'on favorisera leur développement ainsi que celui de parcs photovoltaïques et de centrales hydroélectriques et bioélectriques. Lopez a fait valoir que la conservation de l'énergie représente le plus grand défi à relever dans l'année qui vient, y compris la réduction de la demande en pouvoir électrique aux heures de pointe.

Les délégués ont réitéré l'importance d'effectuer des vérifications vigoureuses et que Cuba fait tous les efforts possibles pour éviter que l'accès à l'électricité du secteur résidentiel soit affecté.

La députée Milagro de la Caridad Pérez Caballero, de Ciego de Avila, et membre du secrétariat de la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), a dit que les tâches quotidiennes aux endroits de travail doivent comprendre la conservation des ressources, l'utilisation rationnelle des allocations budgétaires et une attention consciente aux priorités.

Lazo Hernandez, le président de l'Assemblée nationale, a parlé de la nécessité d'enquêter de manière concrète sur la cause des problèmes qui se manifestent aux endroits de travail et de confronter ces problèmes une fois identifiés de façon combative. Ceux qui en sont responsables doivent rendre des comptes et doivent faire l'objet de sanctions s'ils n'accomplissent pas leurs devoirs, a dit Lazo.

Quant à Orlando Celso Garcia, député pour la municipalité de Florida et président de l'entreprise sucrière d'État Azcuba, il a annoncé qu'en 2017 une croissance de la production de 37 % est prévue par rapport à l'année 2016 suite aux efforts stratégiques de réduction des coûts, dont les taux de consommation du pétrole. Il a aussi appelé à faire en sorte que les montants épargnés soient reflétés dans des augmentations de salaire pour les travailleurs.

Agustin Lage, le député pour la municipalité de Yaguajay, a demandé à ce qu'on intensifie le financement de la recherche scientifique et technologique. La ministre de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, Elba Rosa Pérez, a dit que ce thème est analysé en collaboration avec le ministère des Finances et des Prix.

Mirtha Millan, députée pour la municipalité de l'Île de la Jeunesse, a insisté sur le fait qu'en dépit des difficultés économiques auxquelles le pays va faire face en 2017, le maintien des services sociaux de base va demeurer une prémisses fondamentale.

(Source : Granma)



---

## **Discours du président Raúl Castro à l'Assemblée nationale**

*Discours prononcé par le général d'armée Raúl Castro Ruz, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, à la séance de clôture de la 8e Période ordinaire de sessions de l'Assemblée nationale du*

\* \* \*



Camarades,

Les journées de fin d'année, comme d'habitude, ont été marquées par une activité intense. Samedi dernier, nous avons tenu la réunion du Conseil des ministres, qui a adopté la présentation à cette Assemblée du Plan de l'Économie et du projet de Budget pour l'année 2017, que nous avons analysés aujourd'hui.

À la différence des sessions précédentes, nous n'avons pas procédé à cette occasion à l'évaluation du déroulement du processus de mise à jour du Modèle économique et social, compte tenu que nous continuons de travailler à la proposition de sa Conceptualisation, ainsi qu'aux bases du Plan de développement économique et social à l'horizon 2030, depuis la tenue, sur décision du 7e Congrès du Parti, du profond débat démocratique mené avec les organisations du Parti et de la Jeunesse, les représentants des organisations de masse et de vastes secteurs de la société.

Le Comité central devrait approuver ces deux documents programmatiques dans le premier semestre de l'année prochaine.

Lors de la session ordinaire de 2015, j'ai averti que le comportement de notre économie en 2016 devrait faire face à des limitations financières découlant de la baisse des revenus des exportations, du fait de la chute des prix des principaux produits, ainsi que de difficultés dans nos relations de coopération avec d'autres pays.

Déjà au mois de juillet de cette année, les faits ont confirmé ces prévisions, dont j'ai fait part au peuple depuis ce Parlement. Il n'en est pas moins vrai que les limitations dans les fournitures de combustibles et les tensions financières se sont aggravées dans le second semestre, provoquant une contraction du Produit intérieur brut de 0,9 %. Cependant, nous avons préservé les services sociaux gratuits, comme l'éducation et la santé publique à toute la population. Il n'y a pas eu d'effondrement de notre économie, ni de retour aux coupures de courant dont nous avons souffert aux moments les plus durs de la période spéciale, comme le laissaient entendre nombre de médias internationaux malintentionnés.

Par ailleurs, au milieu de ce scénario défavorable, notre pays a continué de s'acquitter strictement des obligations contractées dans le cadre de la restructuration de la dette extérieure cubaine. Cependant, il a été impossible de surmonter la situation transitoire que nous traversons dans les retards des paiements courants aux fournisseurs, mais une série de démarches sont en cours pour améliorer le panorama dressé.

J'en profite pour remercier, une fois de plus, nos partenaires commerciaux pour leur compréhension et la confiance envers Cuba, et je réitère la volonté du gouvernement de rétablir progressivement la normalité dans cette importante sphère et de jeter les bases pour éviter que ce phénomène ne se reproduise.

Concernant le comportement de l'économie cubaine, on ne peut pas oublier les effets négatifs

provoqués par le blocus économique, commercial et financier des États-Unis qui, comme chacun sait, est toujours en vigueur. Signalons à titre d'exemple que Cuba ne peut toujours pas réaliser de transactions internationales en dollars étasuniens, ce qui nous empêche de mener à bien de nombreuses et d'importantes affaires en perspective.

On ne peut pas oublier non plus les importants dommages provoqués par le dangereux ouragan Matthew, les 4 et 5 octobre de cette année, qui s'est abattu avec une violence inhabituelle sur six municipalités de l'extrême est du pays, avec son lot important de destructions de logements, d'établissements scolaires et de santé, d'entrepôts, d'installations industrielles et hôtelières, ainsi que les dommages sévères causés aux infrastructures routières, électriques, hydrauliques et de télécommunications.



Heureusement, grâce aux mesures adoptées pour la protection de la population, nous n'avons eu à déplorer aucune perte en vie humaine, comme cela s'est produit dans d'autres pays qui se sont retrouvés sur la route de ce phénomène météorologique, dont plusieurs dizaines sur le propre territoire des États-Unis.

Je me souviens qu'un ouragan beaucoup plus faible que celui-là, de catégorie 2, à cette même époque, mais en 1963, il y a 53 ans, le Flora causa plus de 1 200 pertes humaines. Nous en avons tiré plusieurs leçons, notamment en rapport avec le nombre de barrages dont nous disposions -- il en existait quatre ou cinq dans l'ensemble du pays --, et lors du passage de ce dernier ouragan, comme je le signalais, nous n'avons pas essuyé une seule perte, pas même un blessé grave. Nous travaillons et nous continuerons à travailler.

Je profite aussi de cette occasion pour exprimer notre gratitude pour tous les témoignages de solidarité et le soutien matériel que nous avons reçus de nombreux pays et des organisations internationales du système des Nations unies, pour contribuer à la réhabilitation de ces territoires. L'aide apportée par la République soeur du Venezuela, à l'initiative de son président, le camarade Nicolas Maduro Moros, mérite une mention à part.

Concernant le plan et le budget pour 2017, je dois avertir que les tensions financières persisteront, tout comme les défis, qui pourraient s'accroître dans certaines circonstances. Cependant, nous prévoyons que l'économie cubaine reprendra sa courbe ascendante et que le Produit intérieur brut renouera avec une croissance modérée autour de 2 %.

La réalisation de cet objectif passe par trois prémisses décisives : garantir les exportations et leur encaissement opportun ; augmenter la production nationale visant à diminuer les importations ; et, ce qui n'est pas moins important, réduire toutes les dépenses qui ne sont pas indispensables et utiliser rationnellement et efficacement les ressources disponibles. Dans le même temps, au milieu des difficultés, nous continuerons d'exécuter les programmes d'investissements en fonction du développement durable de l'économie nationale.

Nous accordons une grande importance à la nécessité de dynamiser les investissements étrangers à Cuba, conformément à l'Orientation No 78 de la Politique économique et sociale du Parti et de la Révolution, adoptée au 7e Congrès.

Je reconnais que nous ne sommes pas satisfaits dans ce domaine et que les retards excessifs dans les processus de négociations ont été fréquents. Il s'impose de surmonter une fois pour toutes la mentalité obsolète, pleine de préjugés contre les investissements étrangers. Afin de pouvoir

avancer résolument dans cette voie, nous devons nous débarrasser des fausses craintes envers le capital étranger. Nous n'allons pas et nous n'irons pas vers le capitalisme. Ceci est complètement hors de question, comme le stipule et le maintiendra notre Constitution, mais nous ne devons pas avoir peur et dresser des obstacles à ce que nous pouvons faire dans le cadre des lois en vigueur. Ceci requiert, en premier lieu, d'assurer une préparation et une formation systématiques des cadres et des spécialistes chargés des négociations, et de tirer des leçons des insuffisances et des erreurs du passé afin qu'elles ne se reproduisent plus jamais.

Comme chacun sait, cette petite île ne produit pas tout le combustible dont elle a besoin, et doit en importer des volumes considérables, dont le coût est suspendu telle une épée de Damoclès sur notre économie. Sans renoncer à augmenter la production nationale de pétrole, pour laquelle il faut aussi des investissements, nous nous devons d'accélérer le développement des sources renouvelables d'énergie, qui actuellement ne représentent que 4,65 % de la production d'électricité.



**La Zone de développement social Mariel dans la province d'Artemisa comprend le plus grand parc industriel des Caraïbes et d'Amérique centrale, établi pour faciliter l'augmentation de l'investissement étranger dans le cadre du renouvellement de l'économie cubaine.**

Pour ce faire, nous avons des conditions plus que suffisantes dans les domaines de l'énergie solaire ou photovoltaïque, de l'énergie éolienne et la biomasse. Il s'agit d'un secteur stratégique où il faut promouvoir résolument les investissements étrangers.

En effet, ces deux derniers sujets dont je vous parle ont été abordés il y a quelques jours à la dernière réunion du Conseil des ministres, et nous devons maintenir, comme je le signalais,

l'objectif de 24 % auquel nous aspirons selon le plan à l'horizon 2030. Mais nous devons déjà travailler pour le dépasser à cette date.

Dans un autre ordre d'idées, dans la matinée d'aujourd'hui cette assemblée a convenu de continuer de travailler, jusqu'à fin de l'actuelle Législature en 2018, à l'expérience appliquée dans les provinces d'Artemisa et Mayabeque, dans le but de séparer la direction des conseils d'administration des assemblées provinciales et municipales du Pouvoir populaire.

En cours depuis un quinquennat, lors de la création de ces deux provinces, cette expérience a permis de mettre en pratique un ensemble de principes organisationnels et de fonctionnement des organes de gouvernement, permettant aux assemblées locales du Pouvoir populaire de porter une attention plus soutenue aux conseils populaires, aux délégués de circonscription et à la population en général.

De même, on est parvenu à démarquer les fonctions étatiques de celles des entreprises au niveau local, et à mettre en place au niveau de ces provinces un système d'entreprises chargée de prêter leurs services au peuple. Ce travail a permis de réduire considérablement les effectifs des fonctionnaires et des cadres des structures de direction dans les provinces et les municipalités.

Cependant, nous avons détecté une série de déficiences qui, sans invalider les concepts essentiels de l'expérience, ont empêché la consolidation du modèle de gestion mis en pratique pour assurer le succès de sa généralisation ultérieure dans le reste du pays.

Parmi les principales déficiences constatées : le niveau de fluctuation élevé des cadres à ces instances, ainsi que le complètement des effectifs, attribué à une sous-estimation de la sélection, de la formation et du contrôle du personnel. À ceci s'ajoute une attention et une supervision insuffisantes de l'expérience de la part des organismes et des entités nationales, ce qui a retardé la mise en pratique des décisions adoptées.

J'estime que les erreurs ont été identifiées et que la décision de prolonger l'expérience est une décision correcte. À présent, il nous revient à tous, et en particulier à la Commission permanente pour la mise en oeuvre et le développement, de concert avec les structures du Parti dans les diverses instances, de les surmonter et d'avancer, sans reculs, dans le nouveau délai fixé.

En réalité, on a estimé depuis le début que ce serait une tâche facile, et la vie nous montre qu'il n'y a pas de tâche facile dans ce domaine, et que tous les accords que nous avons adoptés en vue du perfectionnement regorgent de tâches difficiles. Rien n'est facile, et il faut consacrer à chaque tâche le temps qu'elle mérite, et aucune de ces tâches ne peut être menée à bien superficiellement, et encore moins en s'en occupant de temps à autre.

Camarades,

Dans mon discours du 3 décembre, sur la Place de la Révolution Major général Antonio Maceo Grajales, à Santiago de Cuba, j'ai annoncé la volonté du leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, d'interdire l'usage de son nom et de son effigie pour baptiser des institutions, des places, des parcs, des avenues, des rues ou d'autres sites publics, ni d'ériger en sa mémoire des monuments, des bustes, des statues ou autres formes d'hommages.

Aujourd'hui, notre Parlement a donné force de loi à la volonté exprimée par le camarade Fidel jusqu'aux dernières heures de sa vie.

Le leader historique de la Révolution cubaine nous a légué son exemple impérissable, son optimisme résolu et sa foi dans la victoire.

À mon avis, tout comme l'a déclaré le camarade Lazo à l'ouverture de cette session, le meilleur

monument que l'on puisse offrir à ses idéaux et à son oeuvre, c'est de transformer en réalité chaque jour les postulats contenus dans sa brillante définition du concept de Révolution, qu'il a rendu public le 1er mai 2000, et auquel des millions de Cubains ont souscrit lors des activités organisées pour rendre un hommage mérité à celui qui n'a jamais failli à son peuple. Et, comme Fidel le signala dans son discours prémonitoire prononcé le 8 janvier 1958 à son arrivée dans la capitale au camp militaire *Columbia*, aujourd'hui *Ciudad Libertad*, il y a aujourd'hui presque 58 ans, lorsque la Caravane de la liberté fit son entrée triomphale à La Havane -- comme il m'avait confié la direction de la province d'Oriente, à Santiago de Cuba, capitale à l'époque des cinq provinces orientales -- j'ai vu le discours à la télévision, le soir, et les plus âgés doivent se souvenir comment cela s'est passé, très émouvant, jusqu'aux colombes blanches qui se sont posées sur ses épaules, etc. Je ne me souvenais plus trop bien de ce que je vais vous lire, mais je me souviens de la manière dont il a commencé : « *La joie est immense et pourtant il reste encore beaucoup à faire... N'allons pas croire que désormais tout sera plus facile. Tout sera peut-être plus difficile.* »

Mais cette autre citation que j'aimerais vous lire, je ne m'en souvenais plus très clairement. Et avant de vous la dire ici, j'ai cherché l'enregistrement, en plus de ce qui avait été écrit, et elle est ainsi, textuellement. Fidel signalait ce jour-là, je cite : « *Je sais que plus jamais, nous ne nous retrouverons face à une telle multitude* » -- il parlait de l'accueil réservé ici à La Havane et tout le long du parcours de la Caravane --, « *sauf en une occasion, où je suis sûr que les foules se réuniront une nouvelle fois . Le jour où nous mourrons, parce que nous, quand il faudra nous mettre dans la tombe, ce jour-là, il y aura autant de gens qu'aujourd'hui, car jamais nous ne faillirons à notre peuple.* ». Fin de la citation.



Fidel s'en est allé vaincu, mais son esprit de lutte restera à jamais dans la conscience de tous les révolutionnaires cubains d'aujourd'hui, de demain et de toujours. Nous le prouverons à la revue militaire et à la marche du peuple combattant, le 2 janvier prochain, à l'occasion du 60e anniversaire du soulèvement héroïque à Santiago de Cuba et du débarquement des membres de l'expédition du *Granma*, des Forces armées révolutionnaires, en hommage au commandant en chef de la Révolution cubaine et à notre jeunesse.

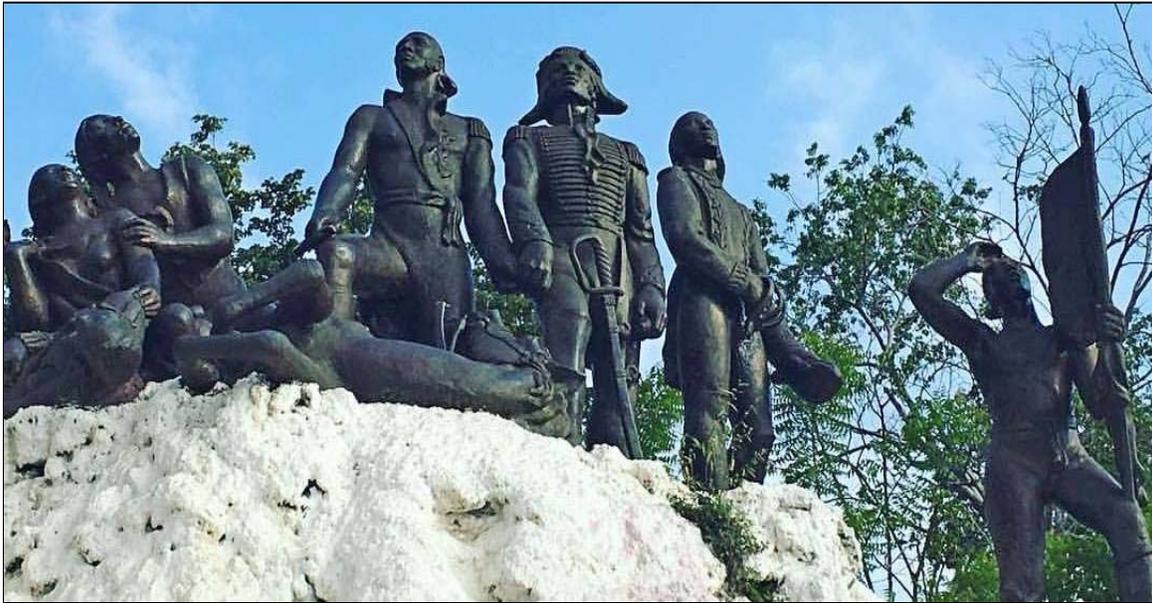
Il ne me reste plus qu'à vous rappeler que dans quelques jours nous fêterons un nouvel anniversaire de la Révolution et l'avènement de la nouvelle année. Je tiens à transmettre nos plus sincères félicitations au très cher peuple de Cuba.

C'est tout. [Applaudissements]

(*Granma*, 28 décembre 2016)



## Les Haïtiens poursuivent leur résistance héroïque



Le monument à Cap Haïtien dédié à ceux qui ont pris part à la Bataille de Vertières, l'affrontement décisif de la révolution en novembre 1803

Le 1er janvier 2017 était le 213e anniversaire de la Révolution haïtienne. La résistance organisée des peuples esclaves de la colonie française de Saint-Domingue a commencé à prendre forme en 1791 et a fini par renverser l'esclavage et la domination coloniale. Les révolutionnaires dirigés par Toussaint L'Ouverture et Jean-Jacques Dessalines ont combattu les puissances européennes successives - les Français, les Espagnols et les Britanniques - pour établir fièrement leur république indépendante, Haïti, en 1804.

La révolution haïtienne a été un développement grandiose dans la lutte pour l'émancipation du travail dans le monde entier et pour établir les droits des citoyens sur une base moderne, à savoir que les droits appartiennent aux membres du corps politique sans aucune autre condition que le fait qu'ils sont humains. La rupture décisive d'Haïti avec la conception des droits des puissances coloniales basée sur la possession de la propriété et un système de privilèges a été une grande contribution aux luttes de libération de tous les peuples. Cette réalisation remarquable du peuple haïtien a une grande influence sur la lutte qu'il poursuit aujourd'hui pour défendre sa souveraineté et son indépendance et mettre en place de nouveaux arrangements qui affirment ses droits.

Témoin de cette réalisation est le fait qu'après plus de 213 ans, les puissances impérialistes sont toujours incapables de supprimer la résistance du peuple haïtien et son désir de s'investir du pouvoir souverain. De 1804 à nos jours, les puissances coloniales et impériales n'ont fait que multiplier les efforts pour se venger du projet haïtien. Elles ont cherché à asservir le peuple pour que son exemple historique n'inspire pas d'autres nations et peuples dans leurs luttes contre l'esclavage, le colonialisme et l'impérialisme. Au cours de la dernière année, comme au cours des années précédentes, les Haïtiens ont bravement



défié toutes les forces prédatrices des États-Unis, de la France, du Canada et d'ailleurs, qui se prétendent favorables à la civilisation et la démocratie.

L'année 2016 a été marquée par une opposition continue à l'occupation étrangère d'Haïti et une lutte de résistance héroïque du peuple haïtien contre un processus électoral corrompu parrainé par l'étranger, imposé et financé par les impérialistes américains.[1] D'octobre 2015 à novembre 2016, les impérialistes n'ont pas pu imposer un président à Haïti et leurs tentatives de le faire, par une fraude électorale généralisée et la marginalisation de la grande majorité des Haïtiens, ont été bloquées.

Le scrutin frauduleux du 25 octobre 2015, où la participation des électeurs inscrits a été de seulement 29 %, a dû être rejeté après que le peuple ait refusé de l'accepter. De nouvelles élections sont donc prévues pour le 24 janvier 2016. Dans leur grande mobilisation les Haïtiens ont fait retentir le slogan « Nou Pap Obeyi ! » (« Nous n'obéirons pas ») et ont exigé l'annulation complète des élections suite à la découverte d'une fraude massive lors des précédents tours de scrutin. Les États-Unis ont déjà dépensé 33 millions \$ pour obtenir un président, tandis que le Canada a versé 11 millions \$ et des fonds supplémentaires sont parvenus de l'Union européenne. Les trois ont donc envoyé des « observateurs » pour l'élection de 2015 qui ont jugé le processus « conforme aux normes haïtiennes ».



**Les Haïtiens déclarent « Nou pap obeyi ! » (nous n'obéirons pas) en janvier 2016.**

Le 22 janvier 2016, les élections ont été reportées indéfiniment. En février, Michel Martelly, qui a été imposé comme président par la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, a été forcé de démissionner et un président par intérim a été choisi.[2]

Les États-Unis, le Canada, la France et d'autres pays ont exigé que de nouvelles élections se tiennent le plus tôt possible. Après que de nouvelles élections parrainées par des étrangers aient été convoquées pour le 24 avril et de nouveau annulées en raison de la résistance populaire, le ministre canadien des Affaires étrangères, Stéphane Dion, a déclaré : « Le Canada déplore le fait que les élections ... ont été annulées pour une troisième fois. » Le Canada et les États-Unis ont annoncé la suspension de tout financement des élections haïtiennes jusqu'à ce qu'elles aient été menées selon leurs exigences.

Sans aborder les graves préoccupations des Haïtiens, une nouvelle élection a été appelée pour octobre 2016 mais a été reportée en raison de l'ouragan Matthew. La nouvelle élection pour la présidence a éventuellement eu lieu le 20 novembre. Dans une déclaration publiée le 19 novembre, à la veille du scrutin, le ministre des Affaires étrangères Dion a déclaré que le Canada a « récemment envoyé des policiers supplémentaires intégrés dans la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti [MINUSTAH] afin de renforcer la sécurité » durant les élections.



**Dans la rue à la veille de l'élection du 20 novembre 2016**

À cette élection, le plus faible taux de participation électorale a été enregistré, soit 21 % des électeurs inscrits (ce pourcentage chute à 17 % lorsqu'on compte seulement les votes valides, alors que le nombre d'électeurs inscrits n'a été que de 1 million sur plus de 6 millions d'Haïtiens ayant droit de vote). Le candidat favori des impérialistes, Jovenel Moïse, un propriétaire de bananeraies, a été déclaré vainqueur. Tous les autres partis ont déclaré le résultat invalide et ont déposé des objections formelles, signalant des irrégularités généralisées et des résultats douteux. Malgré cela, le 4 janvier 2017, le Conseil électoral provisoire haïtien a déclaré qu'il n'y a eu « aucune fraude massive dans l'élection » et que les résultats ont été confirmés.

Dans sa réponse au Conseil électoral déclarant un vainqueur, le département d'État américain a qualifié l'élection « d'étape positive pour le rétablissement complet des institutions démocratiques de cette nation » et a exhorté « tous les acteurs à accepter les résultats finaux ... » Les principaux pays occupant Haïti, y compris les États-Unis, le Canada et la France, ont déclaré qu'ils « encouragent tous les acteurs à respecter les résultats finaux et à oeuvrer de manière constructive au dénouement pacifique du cycle électoral ». Le 5 janvier, le ministre Dion et la ministre du Développement et de la Francophonie Marie-Claude Bibeau ont dit au nom du Canada que ce vote d'une tout petite partie de la population représente « un retour à l'ordre constitutionnel ». Ils ont dit qu'« il est donc essentiel que les acteurs politiques haïtiens acceptent les résultats définitifs de l'élection présidentielle, évitent toute incitation à la violence et unissent leurs efforts pour assurer la stabilité de leur nation et la prospérité de tous les Haïtiens. »



**Les Haïtiens continuent de se mobiliser par milliers à tous les jours – 28 décembre 2016.**

Les Haïtiens continuent de se mobiliser par dizaines de milliers dans des manifestations quotidiennes pour dénoncer le coup électoral ainsi que le processus électoral illégitime, parrainé par l'étranger et rejeté par 80 % de l'électorat. Leur résistance héroïque suit les mêmes traces que celles des indomptables révolutionnaires haïtiens et de tous ceux qui ont défendu leur victoire historique pour le droit et la liberté. À l'occasion de l'anniversaire de leur extraordinaire victoire de 1804, *LML* envoie ses salutations révolutionnaires militantes au peuple héroïque d'Haïti et à tous les Haïtiens de la diaspora, y compris ceux qui font partie de la classe ouvrière canadienne et québécoise. Les tentatives incessantes des États-Unis et d'autres puissances étrangères d'annuler le verdict écrit dans le sang il y a 213 ans témoignent de leur racisme viscéral et de leur inhumanité et de la nécessité de régler les comptes avec eux une fois pour toutes.



24 décembre 2016



16 décembre 2016



2 décembre 2016

## Notes

1. Lors de l'élection présidentielle de novembre 2000, le candidat du mouvement social Fanmi Lavalas, Jean-Bertrand Aristide a remporté la présidence avec 92 % des voix et une participation de 50 % des électeurs. Parmi les mesures prises par Aristide figurent des hausses significatives du salaire minimum, la construction de nombreuses nouvelles écoles et les demandes de remboursement des dettes envers Haïti par les puissances coloniales. En réponse à cela, les États-Unis, l'Union européenne et le Canada ont imposé des sanctions contre le gouvernement haïtien. En 2003, le gouvernement libéral de Paul Martin a organisé un événement « diplomatique » appelé Initiative d'Ottawa sur Haïti, au cours de laquelle des représentants des États-Unis, de la France, du Canada et de l'Organisation des États américains ont convenu de la nécessité de renverser Aristide et de mettre Haïti « en tutelle ». En février 2004, un an après la réunion d'Ottawa, les troupes canadiennes ont occupé l'aéroport de Port-au-Prince, tandis que des marines américains ont kidnappé Aristide et l'ont transporté hors du pays. Depuis lors, les élections haïtiennes ont été menées sous occupation militaire étrangère (maintenant sous les auspices d'une Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti, MINUSTAH), qui soumet le peuple et ses organisations à une dure répression.

2. Lors d'un échange de courriels en janvier 2011, alors que Clinton se trouvait en Haïti au nom du département d'État américain, sa conseillère et chef d'état-major, Cheryl Mills, lui a conseillé ceci : « Vous devez contrer ce qui semble être un renforcement et une unification possible des forces de l'opposition [sic]... La [communauté internationale] et [les États-Unis] sont pointés du doigt et paraissent comme les méchants [sic]. Les points de vue nationalistes sont en progression. [Clinton] a été spécifiquement critiquée aujourd'hui pour avoir imposé cette solution et pour avoir fait pression sur [le président de l'époque René Préval]. » En particulier, Mills a conseillé à Clinton de « s'assurer que les différents éléments de la société haïtienne (dirigeants religieux, d'entreprises, etc.) acceptent la solution des mm [Michel Martelly] et qu'ils soient entendus partout à la radio répétant pourquoi c'est bon ».

(Sources : Haïti Libre. Photos : N. Narcisse, Haiti Info Project )



---

## Note aux lecteurs

*Le Marxiste-Léniniste* publiera de façon irrégulière d'ici le 4 février. Durant ce temps, nous vous encourageons à revoir et à partager la rétrospective photo publiée dans les dernières éditions de

décembre et à revenir sur l'expérience de l'année dernière. Nous vous prions de continuer de nous envoyer vos commentaires, rapports et photos.

Nous encourageons par ailleurs les lecteurs à soutenir *LML* financièrement en faisant un don au Parti marxiste-léniniste du Canada.\*



Nos meilleurs voeux dans votre travail dans la nouvelle année,

*L'Équipe éditoriale et technique du LML*

\* Pour faire une contribution financière par la poste, faire un chèque ou un mandat à l'ordre du PMLC et l'envoyer à : CP 666, succursale « C », Montréal, Québec, H2L 4L5. Veuillez écrire votre nom et votre adresse au complet dans le cas d'une contribution de plus de 20 \$ car le PMLC émettra un reçu aux fins d'impôt. Le montant maximum qu'une personne peut verser en contribution à un parti politique enregistré selon la loi en 2017 est de 1 550 \$.



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**